

AVANT PROPOS

Nous nous étions proposé de publier une brochure consacrée à l'analyse du problème agraire au début de l'année 1969. Le texte en était prêt et ce sont seulement des considérations d'ordre matériel et techniques qui en avaient retardé la parution.

Entre temps, le gouvernement a donné une brusque accélération à la "réforme de l'agriculture" que les responsables du régime appellent parfois "réforme agraire" et a procédé à un coup d'arrêt non moins brutal. Plutôt que de publier un texte qui sans être dépassé dans son contenu, ne répondrait pas à l'attente légitime d'une analyse de l'évolution la plus récente, nous avons préféré la reprendre et l'actualiser quitte à en différer quelque peu la publication. Du reste nous n'avons pas eu à la modifier, mais seulement à le compléter.

Nous ne traitons pas des événements qui ont marqué la mise en place des coopératives et le recul, mais seulement la position marxiste correcte des problèmes agraires actuellement. Nous attirons l'attention de nos camarades et de nos lecteurs sur le fait que cette analyse s'insère dans une conception plus générale de la situation en Tunisie que nous développerons encore dans d'autres articles et brochures, et qu'elle se situe à l'opposé de la conception des révisionnistes tunisiens que nous critiquons au passage, mais dont nous réfutons plus systématiquement les bases dans

d'autres endroits et en particulier dans notre brochure "Le Révisionniste Harmel et la voie tunisienne". On peut s'étonner de nous voir consacrer tant de temps à critiquer les thèses de ce qui n'est en fait, qu'un groupuscule d'intellectuels. Nous ne le faisons pas pour le plaisir, ni parce que nous surestimons leur importance mais parce que nous sommes convaincus que la lutte idéologique est le seul moyen vraiment efficace de forger une analyse sûre, de former des militants valables. Et nous n'ignorons pas cette vérité de l'histoire du mouvement ouvrier; plus la lutte de classe se radicalise, plus importants apparaissent les éléments opposés au sein du mouvement. Ainsi la lutte idéologique contre la variété de réformistes de Mars 1968 à l'université, nous en avons eu des exemples pendant les journées de Mars 1968 à l'université. Ainsi la lutte idéologique contre la variété de réformisme suraiguë que représentent les révisionnistes tunisiens, si peu nombreux et d'aussi faible influence qu'ils soient, est-elle un moyen de préparer nos camarades et sympathisants à déjouer plus tard les manœuvres des réformistes qui ne manqueront pas de surgir à chaque avance du mouvement.

Le mot d'ordre de "réforme agraire" est aujourd'hui dans la plupart des pays coloniaux ou semi coloniaux, dans le programme de tous mouvements socialistes, voire même "progressiste" petit-bourgeois ou bourgeois. C'est devenu une évidence qui a la forme d'un truisme qui de le développement est lié, vivre subordonné à la réalisation d'une réforme agraire. Et par réforme agraire on entend généralement la distribution de la terre aux petits paysans et aux paysans sans terre, la répartition devant se faire sur une base à peu près égalitaire, le seul problème donnant lieu à discussions est celui de l'indemnisation ou non des anciens propriétaires, du don gratuit ou du rachat par les nouveaux de la terre ainsi morcelée.

Devant la puissance de cette tendance il est tentant pour des marxistes, traditionnels partisans de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie de faire leur ce mot d'ordre sans discussions et de l'insérer en tête de leur programme agraire.

C'est tentant et souvent justifié par la situation. Mais de véritables révolutionnaires se doivent de ne le faire que si, précisément, la situation dans leur pays le justifie. Car il n'y a pas de mot d'ordre universellement valable à certains pays; et tous les pays même si l'on ne considère que ceux qui sont dominés ~~par~~ sous une forme ou sous une autre par l'impérialisme, ne présentent pas les mêmes caractéristiques politiques et sociales. Il convient donc, non pas de lancer le mot d'ordre et de tenter de le justifier à posteriori, mais au contraire, d'analyser la situation et de dégager de cette analyse les mots d'ordre appropriés, sans se laisser démonter si celui de "réforme agraire" ne l'est pas.

En Tunisie, paradoxalement, tout le monde-sauf notre Groupe- parle de réforme agraire; le pouvoir en affirmant que c'est exactement ce qu'il fait; les bourgeois mécontents, tels Mestiri, qui y voient une façon de lutter contre une concentration intense qu'ils ne contrôlent pas et dont ils craignent les effets sociaux; les révisionnistes enfin qui demandaient "une véritable réforme agraire" pour consolider les résultats acquis et ~~maintenant~~ aller plus ~~en~~ avant dans la voie du développement "non capitaliste". On aurait pu croire que ces derniers et les bourgeois mécontents feraient front commun sur la base de leur même mot d'ordre, contre la politique de concentration des terres du pouvoir. Il n'en est rien et les révisionnistes au contraire soutiennent chaleureusement cette politique en exprimant discrètement leur regret que ce ne soit pas la "véritable réforme agraire" qu'ils préconisaient. (Tout cela est fait pour éviter le problème. Et le petit paysan ne saurait plus ou donner de la tête s'il devait ~~coûte~~ tout ce monde sur ses paroles.

Heureusement il a pour premier critère celui de la signification pratique que revêt pour lui le ~~politique~~ du gouvernement; on peut légitimement penser qu'il ne brule pas d'enthousiasme pour cette sorte de "réforme agraire" étant donné ceux qui la soutiennent. Il lui est plus difficile de porter un jugement sûr quant aux bourgeois qui affirment eux aussi vouloir la réforme agraire. Peut-être les considère-t-il avec un certain scepticisme, en pensant à ce qu'ils possèdent, mais la tentation est grande, sans doute, de voir en eux des alliés contre le régime, même s'il ne nourrit pas beaucoup d'illusions sur la sincérité de leur volonté de partage.

Il importe donc au plus haut point que le prolétariat conscient et son avant garde clarifient la question, analyse la politique du pouvoir et ses conséquences et en déduisent les mots d'ordre adaptés à la phase actuelle de l'évolution des campagnes. C'est ainsi seulement que pourront être définies les tâches actuelles des marxistes léninistes dans les campagnes et que pourront être jugées de façon sérieuse les diverses classes, fractions de classes ou organisations qui émettent un point de vue ou sont concernées par la question.

Avant de procéder à cette analyse de la situation concrète en Tunisie, il nous faut revenir au principe de la réforme agraire et rappeler comment le problème se pose théoriquement au point de vue du marxisme.

POSITION THEORIQUE DU PROBLEME AGRAIRE

C'est dans le cadre de la révolution démocratique bourgeoise que s'est posé historiquement et ~~confine~~ à se poser le problème agraire.

On sait que pour que puisse se généraliser le mode de production capitaliste, il faut le libérer de toutes les ~~entraves~~ entraves de la société féodale, entraves caractérisées, pour l'agriculture par l'attachement des paysans à la terre sous les diverses formes que cet attachement peut prendre, l'absence ou la faiblesse de leur participation au marché national capitaliste, les techniques arriérées de production agricole ne permettant ni l'achat de moyens de production à l'industrie ni la constitution d'un "surproduit" important (ce que les économistes appellent maintenant "épargne"), et enfin le morcellement de la vie économique en autant d'unités ou d'ensembles qu'il y a de centres de production de type féodal; terres seigneuriales et villages correspondants ou leur équivalent. Nous ne parlons pas ici évidemment de tous les autres aspects juridiques politiques ou militaires.

La révolution bourgeoise est donc dans le domaine agraire, une agression violente contre les structures féodales, elle a pour but principal la séparation du paysan de sa terre, c'est à dire la création du travailleur "libre", celui qui est prêt à vendre sa force de travail, et la généralisation du marché capitaliste.

Ce qui intéresse la révolution bourgeoise au premier chef, ce n'est donc pas, comme on le croit souvent, d'attribuer un lot de terre à chaque paysan pour lui permettre d'avoir plus de revenus, mais au contraire de séparer le producteur de son travail, de l'exproprier pour en faire un travailleur libre. Et naturellement ce travailleur s'emploiera également dans l'agriculture. Il est donc nécessaire qu'existe une agriculture capitaliste, employant des salariés et travaillant pour le marché. Pratiquement, le fait même pour une économie agricole de travailler pour le marché capitaliste entraîne tout naturellement en son sein les phénomènes caractéristiques du capitalisme: avant tout l'utilisation du travail salarié, mais aussi la polarisation des exploitations avec la concentration qui caractérise l'enrichissement des gros exploitants capitalistes (aussi bien propriétaires que fermiers) et l'appauvrissement et la prolétarianisation de la masse des petits producteurs, tandis que la petite bourgeoisie rurale voit se dérouler en son sein même cette attraction vers les deux pôles.

Avec la suppression des rapports de production féodaux, la bourgeoisie trouve un certain nombre de conditions favorables - et indispensables - au capitalisme; avant tout, la prolétarianisation c'est à dire l'expropriation des petits producteurs, qui fournit la classe ouvrière aussi bien rurale qu'urbaine et ensuite le développement du marché capitaliste à la campagne:

- marché des moyens de production, surtout avec l'introduction du modernisme (machines engrais ...) et la disparition naturelle de l'artisanat ~~du~~ utilitaire du village (forgeron, charron, etc.);

- marché des biens de consommation également, même si le revenu des prolétaires et ~~des~~ semi-prolétaires ruraux est très bas, il passe intégralement dans le marché, alors que l'agriculture précapitaliste ou féodale n'y laissait qu'une très faible partie de ses revenus;

- marché des produits agricoles enfin, qui devient national et permet l'implantation de tout un réseau de commerçants, spéculateurs, transporteurs, etc... qui resserrent davantage les liens de la campagne et de la ville, et font passer de celle-là à celle-ci une part importante de son surproduit.

Le marché capitaliste avec ses différents réseaux et les systèmes de crédit de toute sorte qu'il engendre (banques, notaires, assurances ...) avec le développement de la semi-urbanisation des villages qu'il entraîne, accélère à son tour le développement capitaliste de l'agriculture, la prolétarianisation des petits producteurs et accroît toujours le transfert des hommes et des revenus vers la ville et l'industrie.

Nous n'avons envisagé jusqu'ici, rapidement et schématiquement, que la portée des réformes agraires au point de vue du développement ^{du} capitaliste. Nous n'avons pas encore parlé de la forme que cette transformation des structures revêt, c'est à dire de la manière dont se réalise ces réformes agraires.

On rencontre historiquement, deux types fondamentaux de transformations capitalistes des structures agraires: la reconversion de grands domaines féodaux en exploitations capitalistes de grandes dimensions ou la distribution - ou le partage - des propriétés aux familles de paysans pauvres et moyens, en même temps que la suppression de la propriété féodale (seigneuriale ou religieuse). Dans la pratique les révolutions bourgeoises présentent un mélange de ces deux types, dont l'un domine plus ou moins largement l'autre suivant les conditions politiques de la révolution.

Si en France et surtout en Amérique du Nord, c'est l'aspect distribution ou partage qui a d'abord dominé, en Angleterre ou en Prusse c'est au contraire la reconversion des féodaux en gros exploitants capitalistes qui a été à la base de la pénétration du capitalisme dans les campagnes.

Du point de vue du capitalisme, il est difficile de dire quel type est le plus adapté; en effet, celui de la transformation capitaliste des grands domaines, sans morcellement paraît le plus "normal", parce que la propriété y est concentrée dès le départ, il n'en présente pas moins de grosses difficultés économiques (sans parler des problèmes politiques et sociaux) dues à la quantité énorme de capital qu'il faut y injecter pour assurer cette transformation totale.

Le problème des investissements n'est pas étranger à la persistance du mode encore féodal d'exploitation des latifundia d'Amérique latine et explique que seules ~~les~~ d'énormes sociétés, comme la United Fruit, puissent moderniser de grands domaines: le progrès du capitalisme exige là un morcellement qui réduise les surfaces possédées aux possibilités ~~maximales~~ de les équiper et de les exploiter de façon capitaliste, cela explique le soutien d'une partie de la bourgeoisie latino-américaine au mot d'ordre de réforme agraire. Mais si la réforme agraire permet au bout d'un certain temps, après que les petits paysans aient investi leur travail dans l'amélioration du mode de production, que se soit produite la différenciation parmi eux et que recommence, mais sur une base capitaliste, une concentration de la propriété, d'arriver aux conditions optimales du développement capitaliste, elle y constitue une certaine entrave ~~maximale~~ dans ses débuts: les nouveaux petits propriétaires se soucient d'abord d'augmenter leur propre consommation, investissent surtout leur propre travail et ne recourent que partiellement au marché, dans les conditions qui leur sont les plus favorables.

Finalement ce sont les rapports de force entre les classes au moment de la révolution démocratique bourgeoise qui déterminent l'attitude de la classe bourgeoise aussi bien que la forme des transformations agraires.

Quel doit être la position du prolétariat conscient par rapport à ce problème dont il ne faut pas oublier qu'il est une partie de la révolution démocratique bourgeoise? Le prolétariat est bien entendu favorable à cette révolution, parce qu'elle rapproche la révolution socialiste, en jetant les bases. Il se réjouit de la généralisation du capitalisme à la campagne pour cette raison même, et il combat toutes les manifestations et signes de la féodalité.

Dans la période où le problème se pose, c'est à dire celle où il faut généraliser ces rapports capitalistes, il est avec la petite paysannerie pauvre, non seulement parce que c'est la classe la plus nombreuse de la société et que la révolution anti féodale n'est pratiquement pas possible sans elle, mais surtout parce qu'elle est intéressée directement à la destruction de la féodalité et qu'elle est la plus radicale dans cette lutte -en dehors du prolétariat naturellement-.

La bourgeoisie, elle, est beaucoup plus hésitante, partagée entre les impératifs du développement capitaliste et la crainte du mouvement des masses, et éprouve une grande répugnance à porter atteinte au droit de propriété, répugnance qui se transforme en hostilité lorsqu'il existe un prolétariat relativement fort. Cette attitude irrésolue de la bourgeoisie se traduit par le sabotage et la limitation des réformes agraires qui sont imposées par la lutte des paysans comme cela a été le cas au Mexique par exemple. Voyons ce que disait Lénine à ce propos (1) (note: In "programme agraire de la social démocratie dans la première révolution russe" Edition du Progrès Moscou 1967: Au point de vue de la tendance la révolution agraire, il dit: "c'est la petite paysannerie qui est en lutte, elle lutte pour le passage de la terre en ses mains. L'agriculture (bourgeoise) qui lutte contre la grosse possession foncière." D'où cette conclusion: "Point de vue du fonctionnaire policier ou du libéral russe: comment assumer un lot au moujik? Point de vue de l'ouvrier conscient: comment libérer le moujik de la grosse propriété terrienne féodale? Comment briser les latifundia féodaux?". On voit que le problème ne saurait se poser en termes de "justice" ou de "minimum vital", mais en celui de la lutte des classes. C'est ce que dit encore Lénine après avoir écrit: "on parle surtout de la quantité de terre nécessaire aux paysans d'après telle ou telle norme, au lieu de parler d'une chose beaucoup plus concrète et plus vivante: combien y a-t-il de terres pouvant être expropriées". Enfin après avoir rappelé que, selon Marx, la nationalisation de la terre est un mot d'ordre bourgeois radical, et non socialiste, et que les paysans pauvres étaient hostiles au partage monopolisation des terres qui favoriseraient des paysans moyens, il ajoute: "Chez nous, en Russie, il existe un "bourgeois radical" qui ne s'est pas encore "territorialisé" qui ne peut redouter à l'heure actuelle une "agression" prolétarienne (contre le système de propriété). Ce bourgeois radical, c'est le paysan russe".

Voilà donc sur quelle base le prolétariat conscient appuie et soutient la petite paysannerie russe dans la révolution bourgeoise. Mais si la révolution bourgeoise est réalisée, si le capitalisme se généralise, si la petite paysannerie n'est plus le "bourgeois radical" qui ne craint pas l'agression prolétarienne" et peut faire la révolution, que doit faire le prolétariat?

"Le haut développement du capitalisme, nous dit encore Lénine, a déjà mis partout à l'ordre du jour (et le fera inévitablement, en son temps, dans les pays nouveaux) la "socialisation de la production agricole" c'est à dire la révolution socialiste. La mesure du progrès bourgeois en tant que mesure bourgeoise est incontestable, si la lutte de classes s'aggrave fortement entre le prolétariat et la bourgeoisie". Dans ce cas, donc, le mot d'ordre de réforme agraire, de limitation de la grosse propriété (capitaliste) n'est plus de mise; le problème qui se pose est celui de la révolution socialiste, de la "socialisation de la production agricole".

LES RAPPORTS AGRAIRES EN TUNISIE AU MOMENT DE L'INDEPENDANCE

La caractéristique de la situation des campagnes tunisiennes en 1956 était le contraste entre, d'une part, une agriculture capitaliste moderne, concentrée sur les meilleures terres et composées surtout de grandes exploitations, et, d'autre part, une agriculture précapitaliste, comportant surtout de très petites exploitations morcelées, le secteur "archaïque" ou "traditionnel", étranger au marché capitaliste, où subsistaient également des séquelles du système féodal (terres habous, khemessat ...)

L'agriculture moderne était comme on le sait entre les mains des colons qui exploitaient près de 850.000 ha (dont ils possédaient plus de 600.000 ha, soit le 1/10 de toutes les terres agricoles du pays, entre 800 propriétaires) et de propriétaires capitalistes tunisiens un peu arriérés par rapport aux colons (il se maintenait souvent chez eux des rapports du type féodal au sein de la production) qui exploitaient à 2000 familles environ 700.000 ha. Il n'est pas besoin de revenir sur l'origine de ces terres, généralement spoliées, soit suivant les systèmes traditionnels de prêts hypothécaires aux petits paysans, soit tout simplement avec l'aide de l'Etat. Ce qui est important c'est que cette agriculture capitaliste moderne avait été un puissant facteur d'expropriation des petits producteurs et de prolétarianisation des masses rurales. Mais elle n'englobait qu'une partie de l'économie agricole, le reste n'ayant que des rapports accidentels et peu suivis avec le marché, tels les nomades du centre et du Sud qui s'engageaient pour les moissons dans le Nord, tout en faisant pâturer leurs troupeaux dans les chaumes avant que la mécanisation de la moisson et la modification de l'assolement ne fassent obstacle à ces déplacements, sources de revenus monétaires chez les nomades.

En face du secteur capitaliste, une énorme masse de plus de 500.000 familles de petits producteurs survivait dans des conditions très difficiles sur près de 250.000 ha de terres cultivables de qualité bien inférieure, dont certaines - bien habous - étaient gelées et dont la plupart avait un statut juridique compliqué (indivision, terres collectives..) qui aggravaient encore les difficultés de ces petits producteurs.

L'essentiel de la production de ce secteur était "auto-consommée", consommée à l'intérieur du secteur, une part infime servant à des échanges sur les marchés locaux, de façon pratiquement extérieure au marché capitaliste colonial.

La paysannerie moyenne, très peu importante, était constituée surtout de métayers ou de locataires à divers titres, venant sur les terres des familles féodales et commençant, contrairement à la masse des petits producteurs à vendre sur le marché (surtout les maraichages et produits de l'élevage) et à utiliser des techniques un peu plus modernes de production (un peu d'engrais, petite irrigation quand il existait un puit, utilisation de machines louées, outillages moins rudimentaire)

La colonisation avait dans une très large mesure aboli les latifundia féodaux (qu'elle s'était appropriés et qu'elle avait modernisés) et n'avait laissé subsister des anciens rapports de production que cette agriculture "autarcique".

La soif de terres de la paysannerie pauvre qui s'explique aisément par ses conditions de vie misérable, fut un important levier de sa mobilisation dans la lutte nationale de libération. Pour leur lutte les paysans réagissaient contre l'usurpation et la spoliation violente ~~par les colons~~ de leurs terres par les colons, contre leur appauvrissement et leur prolétarianisation. Sans nier l'importance de la paysannerie ~~dans~~ ~~le~~ ~~mouvement~~ ~~de~~ ~~lutte~~ ~~nationale~~ dans le mouvement de lutte nationale dont elle a rendu la victoire possible - à ce titre, parce que la libération nationale est un progrès énorme dans le sens démocratique bourgeois, elle a joué un rôle éminemment progressif - il faut

de la Révolution

noter que les motifs de cette mobilisation étaient objectivement réactionnaires: exaristocratie, la paysannerie pauvre a lutté contre le capitalisme, représenté par l'exploitation coloniale, pour essayer de "faire tourner à l'envers la roue de l'histoire". Dans ce sens, Lénine Rappelait en 1909 (note: lettre à Skvortsov-Stepanov dans "alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie", ed. de Moscou 1957 p.403): "En Allemagne, l'appui de l'ouvrier au paysans désireux d'obtenir pour lui (c'est à dire pour le paysans) des terres du grand propriétaire foncier, du hobereau, est réactionnaire". En effet le partage des terres coloniales aurait constitué un recul non seulement sur le plan ~~des forces productives~~ du niveau des forces productives, mais aussi et surtout sur celui de l'étendue du marché: on a trop développé cette idée qu'en cas de réforme agraire, la consommation vivrière de la paysannerie augmente énormément d'un seul coup et ses rapports avec le marché national restent très limités pour qu'il soit besoin d'insister davantage.

Pour autant que le prolétariat participait de manière indépendante à la lutte nationale, il ne devait donc pas soutenir le mot d'ordre de réforme agraire. Sa politique devait être de s'appuyer essentiellement sur les ouvriers agricoles et le semi-prolétariat rural. Dans le contexte de la lutte pour l'indépendance, et sans cacher ses objectifs à plus long terme à la campagne, à savoir la nationalisation et la collectivisation des grosses propriétés aussi bien de colons que de tunisiens, il devait mettre l'accent sur la récupération des terres coloniales et de celles des collaborateurs tunisiens ainsi que sur la lutte contre toutes les formes de vestiges féodaux qui accablaient les paysans pauvres: les prêts usuraires des commerçants et des propriétaires fonciers, les systèmes de khemessat et les taux très élevés des loyers, la lutte contre les notables et accapareurs qui profitaient sans vergogne du statut juridique de certaines terres collectives, habous) pour les exploiter à leur seul profit.

En cas de victoire du mouvement sous sa direction, la classe ouvrière aurait eu, à côté d'une nationalisation et d'une exploitation collective immédiate des grands domaines coloniaux (ce qui s'est fait spontanément-autogestion- au moment de l'indépendance en Algérie) à éliminer tous les vestiges de l'exploitation précapitaliste des petits paysans, à procéder à une limitation de la propriété privée, les terres récupérées ainsi passant également au domaine collectif, instituer des systèmes de crédits et d'encouragement du petit paysan en essayant de les amener à entrer dans des exploitations collectives (à condition que l'Etat soit capable d'assurer l'approvisionnement en matériel de telles exploitations), mobilisation de la petite paysannerie pauvre dans les travaux d'infrastructures et d'hydraulique agricole tendant à augmenter la productivité de toutes les terres.

Les frais de l'ensemble de ces opérations dirigées vers les paysans pauvres afin de les intégrer dans le marché national, auraient été assurés par le secteur collectif moderne. Il en a été autrement du fait de la faiblesse politique du prolétariat et de l'absence d'une organisation révolutionnaire d'avant garde capable de déterminer une politique juste. C'est à une direction petite bourgeoise, qui a d'emblée appliqué une politique bourgeoise en matière agricole, qu'est revenu le pouvoir au lendemain de l'indépendance. Et elle a rapidement compris que le partage des terres ne pouvait lui convenir, surtout convenir au développement du capitalisme; cela explique avec quelle détermination elle a réprimé les paysans en armes qui, soutenant Ben Youssef, voulaient continuer la lutte et obtenir des terres.

Et nous n'avons pas ici à examiner les liens entre cette politique de répression des paysans pauvres et l'option en faveur du développement capitaliste dans le sens où il avait déjà commencé sous le protectorat qu'avait fait cette équipe au début ("politique libérale", compromis avec la France, rachat échelonné des terres des colons...). Dès lors que la bourgeoisie était au pouvoir, la politique du prolétariat à la campagne devait d'abord de mobiliser et d'organiser le prolétariat rural contre tous les exploitants capitalistes, de tenter de détacher les paysans pauvres de la bourgeoisie en leur montrant l'inconséquence de cette dernière et le maintien de toute l'oppression antérieure. Mais encore une fois le mot d'ordre de réforme agraire qui avait été le credo du P.C.T. et qui figurait dans les résolutions des congrès syndicaux (UGTT en 1956) et étudiants,

(la plupart des congrès de l'UGET jusqu'en 1963), ne pouvait être considéré comme juste, du moins dans le sens qu'il a généralement, de distribution de lots de terre aux paysans démunis.

Loin de répondre aux objectifs de la révolution démocratique bourgeoise-en laquelle consistait pour l'essentiel la lutte nationale- ce mot d'ordre était l'expression de l'aspiration réactionnaire (Cf. Manifeste du Parti Communiste) des petits producteurs aux conditions du passé, l'expression de leur colère contre les progrès du capitalisme, non pas au nom d'un progrès supérieur comme le fait le prolétariat mais en celui du "bon vieux temps".

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DE L'INDEPENDANCE AU PLAN (1952)

Comme nous l'avons laissé entendre plus haut, au lendemain de l'indépendance, le gouvernement a poursuivi la politique capitaliste entamée sous le colonialisme à la campagne. Se gardant bien d'exproprier les gros propriétaires fonciers et les colons, il a au contraire favorisé le rachat direct par les capitalistes tunisiens d'une partie des terres coloniales et négocié le rachat progressif par l'Etat du reste de ces terres.

Une partie devait en être utilisée pour "récompenser" et attacher au régime quelques chefs de la résistance armée, la plupart de ces terres rachetées ont été louées pendant de longues années, pour des sommes symboliques, à des capitalistes nationaux, alors que certaines permettaient aux dignitaires du régime d'arrondir leur revenu et de disposer de fermes somptueuses à la campagne.

La bourgeoisie a continué l'oeuvre de mise en valeur commencée de la basse vallée de la Medjerda, substituant une importante "aide" américaine aux investissements commencés par les français; cette opération avait pour but, par l'attribution de lots de terre irrigués à des petits paysans, de constituer une base sociale au régime à la campagne une petite bourgeoisie rurale directement intégrée dans les circuits capitalistes modernes.

Cette politique de "mise en valeur" et d'attribution de lots provenant du domaine de l'Etat (les terres habous s'y étaient additionnées à celles rachetées aux colons) qui ne touchait pas aux propriétés des possédants tunisiens, devait être étendue d'abord dans les "cellules" du Centre (périmètres irrigués), puis dans le cadre des "offices" de l'Enfida, de Sidi Bou Zid et des souassis (plantations en sec, surtout d'oliviers). C'est ainsi que le pouvoir espérait, sinon résoudre le problème agraire, du moins en diminuer l'acuité, grâce à l'intégration d'une masse importante de la paysannerie dans une agriculture plus productive et tournée vers le marché.

En fait, les résultats à ce point de vue ne pouvaient être que dérisoires, étant donné la masse énorme d'investissements que demande une telle politique et la faiblesse des disponibilités étatiques en capital. Néanmoins les chantiers nationaux de chômage, utilisés à grande échelle pour pallier la faiblesse du nombre d'emplois et de ressources de la majorité de la paysannerie (et qui furent largement employés dans les travaux de mise en valeur), alimentés par l'aide en céréales du programme américain (PL 480), eurent incontestablement un effet considérable de destruction de ce qui subsistait des structures paysannes fermées, de prolétarianisation et de semi prolétarianisation d'une masse énorme de petits producteurs, et de son accession brutale au marché. L'aspect le plus spectaculaire étant l'augmentation prodigieuse des quantités de vins et alcools vendues aux abords de ces chantiers.

A côté de ces tentatives étatiques, la bourgeoisie a également encouragé la transformation "par le bas", c'est à dire par les producteurs eux-mêmes, de leur agriculture en agriculture capitaliste: subventions à la plantation arbustive et, sur les terres "collectives" attribution en propriété de la terre à ceux qui y procèdent à des plantations; création de la Banque Nationale Agricole; réorganisation des anciennes sociétés de Prévoyance, des Offices de Stockage et Commercialisation des produits agricoles, en vue de pousser à produire davantage pour le marché, à recourir aux techniques modernes de production etc....

Nous ne voulons pas dire que toute modernisation agricole, toute diversification ou augmentation de la production soient nécessairement des mesures pro-impérialistes, mais dans les conditions de domination néo-coloniale de la Tunisie, domination qui devenait de plus en plus marquée, une telle orientation sans renversement de ces rapports de domination ne pouvait qu'en aggraver l'importance.

D'ailleurs cette domination même, n'était pas seulement directe, mais se faisait également par le biais des organisations internationales et de l'aide financière de toute sorte (note: voir l'article du n°17 de Perspectives sur la "nature actuelle de l'impérialisme US en Tunisie") et était puissamment aidée par les conseillers techniques, soit américains, soit même technocrates de pays capitalistes plaçant sincèrement pour le seul développement qu'ils pouvaient imaginer, le développement capitaliste. En effet, si l'on se donne la peine de dépasser les simples apparences, la politique des deux premiers plans a visé, en matière d'agriculture notamment, à assurer un plein développement du capitalisme, d'un capitalisme étroitement dépendant de l'impérialisme américain. Nous n'étudierons pas toutes les mesures que cette dépendance a, d'une manière tout à fait logique, étant donné la nature des classes tunisiennes, conduit à prendre dans les domaines artisanal, industriel et commercial, mais on doit en noter la concordance avec celles qui ont touché l'agriculture: intégration de toutes les entreprises dans le marché capitaliste (et notamment sous le contrôle du fisc), investissements dans la modernisation des moyens de production et de transports, concentration de plus en plus importante du crédit etc...

Nous donnons en annexe quelques chiffres officiels sur ces aspects en ce qui concerne l'agriculture.

Ce qui a caractérisé donc la politique gouvernementale, c'est la tentative de généralisation du capitalisme et de mobilisation de tous les capitaux au service de cette généralisation, notamment ceux des capitalistes fonciers. (Note: Et nous ne préoccuons pas de savoir si ce type de développement de la Tunisie ne profite pas en définitive, bien plus aux entreprises et puissances impérialistes qui y contribuent. L'exemple d'expériences antérieures, et en particulier de la "cassa del Mezzo Giorno" italienne, montrerait que ce sont les entreprises déjà développées intéressées à de pareils programmes qui en tirent les plus grands bénéfices.)

Le prolétariat et ses représentants ont, en principe, une attitude sans équivoque devant une telle tendance surtout lorsqu'elle se caractérise par la domination néo-coloniale: ils partent des progrès que le développement capitaliste engendre quant au nombre des prolétaires et à la clarification des contradictions sociales pour essayer d'organiser davantage l'ensemble du prolétariat, élever sa conscience de classe et l'entraîner au combat contre la bourgeoisie au pouvoir et son protecteur néo-colonial. Telle n'était pourtant pas la position des révisionnistes tunisiens qui, se proclamant les représentants du prolétariat ont développé une ligne de soutien à la politique du pouvoir dans sa politique agraire et appelé à faire pression "pour qu'il aille plus à fond pour une "véritable réforme agraire"

Cette ligne basée sur une analyse qui refuse de considérer le caractère capitaliste de la politique du pouvoir s'appuie sur deux considérations; d'une part, et c'est le plus important la création des coopératives agricoles de production est considéré comme un élément décisif, un pas important vers le "développement non-capitaliste"; d'autre part les contradictions que l'on a pu constater entre la bourgeoisie foncière et le pouvoir tout au long de 7 ans paraissent fondamentales, la première étant selon les révisionnistes l'obstacle fondamental au progrès du pays, chaque fois que le second l'affaiblit il accroît d'autant les chances d'un "développement non capitaliste".

Nous avons ailleurs (note: voir "Le révisionniste Harmel et la voie tunisienne") étudié le fondement idéologique de la ligne des révisionnistes tunisiens, leur conception anti-marxiste de la nature et du rôle de l'Etat tunisien.

Si nous répondons ici à leur analyse fautive en matière agraire, c'est parce que cette analyse reprend, quand au fond, strictement les mêmes positions que le pouvoir et que de nombreuses confusions ont été, en particulier grâce à eux, semées dans ce domaine. Nous allons donc examiner ce que sont ces coopératives de production et ce qu'il faut penser des contradictions au sein de la bourgeoisie, du moins tels que ces problèmes se posaient à la fin du 2ème plan, en décembre 1968.

Mais le cas d'un Etat bourgeois les choses sont très différents et les lois du capitalisme jouent à plein. Le caractère capitaliste de la coopérative se manifeste alors d'une façon très nette, notamment grâce à la pression du marché général capitaliste (en particulier le système commercial et le crédit) tendant à accentuer les différenciations au sein de l'entreprise et aboutissant au bout d'un certain temps à une polarisation de possédants capitalistes d'un côté, de prolétaires attachés à l'entreprise de l'autre. Il importe, peut-être que ces derniers perçoivent, outre leur salaire nominal, des ristournes ou des primes de tel ou tel ordre, si les premiers ont réellement des bénéfices sur leur capital et s'ils sont en fait les maîtres en matière de gestion et de décision économique. A part sur le plan juridique, il y a peu de différences entre ces coopératives et les sociétés par actions où l'on distribue ou vend quelques actions aux ouvriers pour les lier davantage à l'entreprise et limiter leur lutte revendicative. Du reste, dans les pays capitalistes les coopératives sont généralement en fait des sociétés anonymes dont la forme et le mode de rémunération cachent aux ouvriers les véritables rapports d'exploitation qu'ils subissent et très souvent ces entreprises sont entre les mains de tel ou tel trust avec lesquels elles ont des contrats de production ou des liens de commercialisation.

b) La formation des coopératives agricoles de production et la prolétarianisation :

On connaît le principe de création des coopératives de production: formation autour d'un noyau d'origine domaniale et par agglutination de petites propriétés à ce noyau, donc exploité de façon moderne, d'une exploitation de grande dimension utilisant les techniques modernes de production et regroupement sur cette exploitation de coopérateurs provenant de ces petites propriétés (auxquels s'adjoignent les anciens ouvriers agricoles du noyau domaniale).

Le nombre de coopérateurs est établi après un calcul de revenus escomptés à la maturité de la nouvelle unité de sorte que soit assuré à chacun un revenu annuel moyen de 250 dinars. Dans tous les cas où se posent des problèmes d'indivision des parcelles possédées en commun par un groupe familial ou de la trop petite dimension des parcelles possédées, on désigne un membre du groupe (ce groupe fut-il composé de 10 ou 12 familles) comme coopérateur. Ceux qui ne peuvent être absorbés, et ils ne sont pas rares, sont donc tout simplement éliminés et, prévoyait témérairement le Plan "trouveront de l'emploi dans d'autres secteurs économiques".

Il est difficile d'évaluer le nombre de ceux qui sont ainsi purement et simplement rejetés de la production. Notons que le Plan 69-72 retient comme un des résultats tangibles de la période 62-68 le "maintien de la stabilité sociale par l'organisation et le fonctionnement effectif des chantiers de lutte contre le sous-développement", c'est à dire des chantiers de chômage.

Ces "déchets" de la "réforme des structures" vont en partie vers les villes, mais leur majorité vivote en trouvant de temps à autre une embauche courte et précaire dans les chantiers de chômage et parfois dans différentes exploitations au moment des pointes de travail. Il est important en effet de noter qu'avec la modernisation des techniques de production agricole se développe le besoin en travailleurs saisonniers. Pour cette expropriation d'une part importante des petits producteurs, le système a donc l'avantage de créer en même temps, que les exploitations modernes, la main d'oeuvre saisonnière dans laquelle toutes les entreprises (modernes, privées ou coopératives) puisent largement. Nous avons tenté une évaluation indirecte, qui n'a d'autre sens que de nous donner une idée de l'analyse de ce phénomène de prolétarianisation: en décembre 1968 il y avait environ 80.000 coopérateurs (nous supposons que tous travaillent effectivement dans l'unité) ce qui n'est pas tout à fait le cas) sur une surface d'environ 30 % du total cultivable. En supposant le nombre d'hectares par coopérateurs constants, cela nous donnerait à peu près 250.000 coopérateurs, si tout était en coopératives. Nous savons qu'il y avait à l'origine 500.000 petites exploitations familiales et qu'elles comportaient plus d'une personne active par famille. Ajoutons encore que le nombre de coopérateurs retenus dans les UCP est constamment réétudié et réduit, les résultats de

de l'exploitation étant inférieurs aux prévisions, et nous aurons déjà établi un premier effet de la formation des coopératives: l'expropriation et la prolétarianisation d'une partie importante des petits producteurs. Cela est un signe incontestable de développement capitaliste et a des effets positifs sur le développement du marché des biens de consommation à la campagne, puisque, si faible qu'il soit, le revenu de ces nouveaux prolétaires est maintenant un revenu monétaire et non plus une certaine production vivrière.

c) Les Coopératives sont intégrées dans une sphère économique générale capitaliste :

Les coopératives tunisiennes indépendamment de leur structure interne ont des relations permanentes avec le marché national, et, par l'intermédiaire de celui-ci avec le marché mondial. Ces relations ne sont pas indifférentes ni à leur gestion et décisions économiques, ni à leur évolution sociale. En premier lieu ces coopératives produisent pour le marché, non seulement le marché tunisien, mais également en grande partie pour l'exportation. Remarquons d'abord que les prix des produits agricoles sont déterminés, même en Tunisie, en fonction des cours mondiaux; on sait que ces prix ont longtemps été favorables aux colons et qu'ils expliquent dans une large part la répartition des cultures tunisiennes; on se souvient récemment de l'augmentation du prix de l'huile sur le marché intérieur consécutive à des difficultés de vente à l'étranger....

Par l'intermédiaire des prix - à la vente, mais aussi tels que les structures de commercialisation les imposent à la production le marché mondial ~~extérieurement~~ capitaliste exerce donc une pression non négligeable sur les coopératives agricoles en leur imposant certains prix de revient.

Les structures de commercialisation et de transport dans lesquelles sont imbriquées les coopératives sont un élément non négligeable de cette pression par les prix. Ces structures dominées par les gros commerçants et transformateurs de produits agricoles qui bénéficient de l'appui financier de l'Etat bourgeois, prélèvent une part considérable de la valeur du produit: tout au long de la chaîne qui part des coopérateurs pour aboutir au marché, en passant par les coopératives de services les Unions Locales et Régionales des Coopératives, l'office des céréales, de l'huile, la STIL, la société EL Louhoun, les conserveries, etc... , interviennent des intermédiaires qui puisent dans la :
(note: beaucoup d'Unions Régionales de Coopératives sont ouvertement dominées par des bureaucrates des divers appareils certes, mais aussi commerçants et possédants fonciers gros propriétaires de la région. Le cas extrême est celui de Jendouba où le Président de l'URC est Chedli Rhaïem, gros propriétaire et ancien ministre du Bey sous le protectorat).

Ces intermédiaires ne créent pas seulement des occasions de détourner une partie des revenus des coopératives, ils pèsent d'une manière importante sur la gestion des structures de distribution et sur leurs orientations.
En amont des coopératives, c'est encore un marché capitaliste dominé par l'impérialisme qui fournit tous les moyens de production: tracteurs, machines, engrais, matériel d'irrigation, produits d'entretien ou prophylactiques, pièces de rechange, etc..., produits essentiellement par des entreprises impérialistes et par des entreprises tunisiennes capitalistes ou également dominées par l'impérialisme (carburants, engrais chimiques, semences, produits de traitements, matériaux de construction, etc...).

Et le fait de s'approvisionner à un marché capitaliste lorsque l'on adopte des techniques de production modernes (celle-là même qui correspondent à la production capitaliste) ne peut manquer de pousser encore plus les coopératives à adopter des normes de gestion strictement capitalistes, les seules qui puissent les préserver de la faillite.
Et cela devient une nécessité absolue, si l'on considère que ces entreprises ont de très importants besoins de crédits et que ces crédits leur sont délivrés précisément par des pays impérialistes ou par la Banque Mondiale, instrument de l'impérialisme américain, à des taux "normaux" en pays capitalistes " et transitent par une Banque Tunisienne dominée par le capital privé, la BNA.

Il est clair que toute la sphère économique dans laquelle évoluent les coopératives agricoles tunisiennes est une sphère capitaliste, dominée par l'impérialisme.
Notons, enfin, qu'en tant qu'entreprises ces coopératives sont exploitées indirectement grâce à la bourgeoisie bureaucratique (qui naturellement les exploite également), par le capital commercial et le capital financier - nationaux et impérialistes - à qui leur mode de production leur impose de donner des profits considérables.

d) Les rapports de production au sein des coopératives ne peuvent qu'évoluer vers des rapports ~~intermédiaires~~ capitalistes :

Nous avons dit plus haut que les principes de fonctionnement des coopératives n'étaient en rien incompatible avec le capitalisme.
Le cas des coopératives agricoles tunisiennes le confirme encore.
Leurs statuts, en effet, veillent rigoureusement au principe du respect de la propriété privée, personnifiée en l'occurrence par les "parts sociales" ou "actions" qui correspondent à la participation de chacun et qui établissent la proportion dans laquelle les bénéfices sont répartis en fin d'année. Les parts sont cessibles librement au sein ou en dehors de la coopérative, sous réserve de l'accord du conseil d'administration (qui peut, par conséquent intervenir pour orienter la vente des parts dans le sens des intérêts de ses membres). Cet accord est également nécessaire pour acheter les parts sociales représentant le "noyau domanial", lorsque celui-ci sera distribué: la priorité de l'achat ~~étant~~ est réservée en principe aux ouvriers agricoles, mais on voit mal comment ceux-ci pourraient disposer, avec leurs salaires, des ressources nécessaires.
Si donc ces statuts préparent le terrain à la concentration de la propriété au sein de la coopérative, ils présentent aussi une particularité, en principe contradictoire avec l'esprit de la coopérative: on peut être coopérateur et posséder des actions en nombre illimité sans nécessairement travailler dans la coopérative. Le plus pur parasitisme en honneur dans les sociétés capitalistes par actions se retrouve ici avec tous les risques que cela entraîne quant au détournement des ressources agricoles par des rentiers non agriculteurs....
Le fonctionnement même de la coopérative justifie les prévisions d'une telle évolution, car bien qu'il était au départ prévu (note: cette clause semble avoir été supprimée en 1969) des distributions de primes de rendement aux travailleurs à côté de la répartition au prorata des apports, ces primes n'ont tout au plus que permis d'atteindre le niveau des salaires agricoles et compléter l'avance versée pendant l'année.
Du reste, un certain nombre de facteurs liés à la pression de l'extérieur dont nous parlions plus haut, a tendu à limiter les revenus des coopérateurs travailleurs.
La nécessité d'avoir un prix de revient le plus faible possible dans le cadre de techniques capitalistes imposées par les bureaucrates, conduit à rechercher les dépenses minimales en main d'œuvre et l'utilisation maximale, intensive des machines: les salaires demeurent donc très bas et la concurrence de la machine réduit le coopérateur à un chômage partiel, au point que pour ne pas occasionner de troubles, on emploie les coopérateurs par roulement dans la plupart des cas.
A l'exception des ~~quelques~~ postes d'encadrement ou du travail spécialisé (conducteur, mécanicien, vacher), les coopérateurs ont à l'intérieur de l'exploitation qui leur appartient, en principe, un travail intermittent, ce qui n'empêche d'ailleurs pas de faire appel à des saisonniers non coopérateurs en période de pointe.
Les nécessités sont rendues plus impérieuses par les difficultés économiques et financières des premières années de fonctionnement de ces coopératives, époque qui est la plus importante, au point de vue de l'établissement des rapports de production interne.
Ces difficultés tiennent d'une part au fait que l'Unité n'atteint qu'au bout d'un certain temps sa productivité normale, alors que d'autre part, pendant ces mêmes années où les investissements ont été importants (et parfois peu productifs, comme dans le cas des bâtiments), les bureaucrates qui encadrent l'exploitation prélèvent d'office toutes les sommes nécessaires au paiement des différentes obligations, dépenses, remboursements de prêts bancaires, cotisation aux organismes coopératifs de service, etc..., et obligent

Mais il est clair que ces mesures ne peuvent aucunement transformer la nature de ces UCP, leur composition et leur rapport avec le marché, pas plus qu'elles ne peuvent s'opposer au processus inévitable de transformations de la plupart des coopérateurs en simples ouvriers agricoles, ni empêcher, au contraire un encadrement bureaucratique très important, nécessaire pour assurer le bon fonctionnement. Et ce n'est pas, non plus avec une intervention aussi directe de l'impérialisme que l'Etat bourgeois tunisien, si même sa nature bourgeoise ne le lui interdit pas, pourrait porter atteinte au droit de propriété et déposséder réellement les gros possédants, pour réaliser la "véritable réforme agraire" que réclamaient les révisionnistes. En définitive ces derniers se bouchant les yeux devant la réalité préfèrent semer des illusions opportunistes sur ce que peut faire le régime plutôt que d'envisager la seule attitude marxiste : éduquer la classe ouvrière en vue du renversement de l'Etat bourgeois.

3°) Les mesures complémentaires :

Nous avons vu que les coopératives de production étaient des moyens utilisés par l'Etat bourgeois pour concentrer la propriété foncière, la faire passer complètement à un stade capitaliste et élargir ainsi à la fois la production commercialisée et le marché (marché des moyens de production, des biens de consommation, et aussi marché du travailleur).

On sait qu'il ne s'est pas contenté d'appeler les paysans à entrer dans les coopératives et de les convaincre, mais qu'il a englobé par la contrainte, et souvent l'usage de la force armée les terres et les hommes concernés par le processus: cela en prouve l'importance pour la bourgeoisie au pouvoir, car cette généralisation du capitalisme est pour elle le seul moyen d'élargir son potentiel en favorisant toujours davantage la pénétration néo-coloniale et en accroissant les "miettes" de l'exploitation qui leur reviennent. Mais ce mouvement ne pouvait donner sa pleine efficacité sans la réorganisation et la concentration correspondantes de toutes les structures de commercialisation et de transport. Il n'est pas utile de s'attarder sur cette concentration (unités commerciales, sociétés régionales de commerce, de transport ...) elle aussi violente et exigeant des mesures policières pour son application (liquidation des petits, livraisons obligatoires de toutes les productions aux organismes centraux, offices ou sociétés commerciales, etc...). Mais ces réorganisations dans le sens de la concentration, ainsi que toutes les mesures policières de contrôle du marché étaient insuffisantes pour intégrer toute l'agriculture dans ce marché; les coopératives de production ~~ne se réalisaient~~ ne se réalisaient que peu à peu, certains obstacles d'ordre technique ou financiers en gênaient aussi le développement (reconversions des oliveraies, manque de terres domaniales, insuffisance de capitaux pour les périmètres à irriguer ou pour le matériel à acheter ...). De ce fait, une partie de l'agriculture - de moins en moins importante, mais toujours trop au gré de la bourgeoisie au pouvoir - restait une économie de subsistance ou de petite production marchande ne commercialisant qu'une infime partie de sa production, surtout dans les produits locaux.

La création et la généralisation des coopératives de services (on sait qu'elle aussi a exigé l'emploi de la violence et la répression: M'Saken, Zeramdine, Deggache) devait résoudre le problème et intégrer toute la campagne dans le marché national. Ces coopératives de service permirent de faire l'inventaire des productions - et de réduire la part qui en échappait au marché - et de les centraliser; elles permirent aussi parfois, (travaux de mise en valeur, mécanisation de certaines façons culturales) d'introduire des techniques plus modernes, et, alliées au Crédit Mutuel, d'englober encore plus les petites exploitations dans le marché capitaliste, d'autres furent surtout un moyen de prélever un impôt supplémentaires sur les agriculteurs (cotisations de 100 millimes par pied d'olivier, par exemple). On connaît les conséquences de cette généralisation des coopératives de service et des caisses de Crédit mutuel, système auquel participent tous les agriculteurs petits ou gros: la principale en est la domination sous l'oeil indulgent - et souvent, avec l'aide appuyée - de la bureaucratie d'Etat, des gros possédants sur la campagne (ils occupent généralement les postes de direction des coopératives de services);

ils se résignèrent à compenser partiellement leur perte de profit en participant au coût de certaines sociétés commerciales, de la BNA, de la STIL et de transport et en augmentant l'aide que de son côté, l'Etat leur apportait dans leur exploitation des ouvriers agricoles, dans le maintien de ceux-ci sous leur férule; par la fixation et la stabilisation des salaires agricoles à un niveau très bas, par l'aide à la construction de logements pour les ouvriers qui sont ainsi attachés à l'exploitation, par toutes les mesures policières et répressives, en premier lieu la carte d'identité obligatoire différente selon les gouvernorats et enfin par le fait que l'Etat, symbole de l'exploitation et de la répression dans les campagnes, détournait en grande partie vers lui la colère des ouvriers agricoles contre les gros possédants.

On se dirigeait donc vers un compromis entre la bourgeoisie foncière et le pouvoir, la première acceptant d'accroître son caractère capitaliste et de participer au développement d'autres secteurs, le second s'engageant à faciliter cette reconversion et à lui garantir ses profits.

La fausse contradiction soit disant moteur du progrès vers un développement "non-capitaliste" trouvait une solution pacifique dans le plus authentique développement capitaliste et bourgeois !

Et les réticences que continuaient d'avoir les propriétaires fonciers étaient plus un élément de marchandage de leur part qu'une opposition réelle à la politique suivie. Quant à l'attitude de Mestiri et Cie, nous avons déjà montré qu'elle avait pour but de prendre date, d'informer le pays de l'existence d'une autre direction bourgeoise, afin de sauver la domination capitaliste, et qu'elle n'a en aucune façon engagé la bataille contre le pouvoir. (Note: voir article "à propos de la démission de Mestiri" in Perspectives n°17 Février 1968)

Il faut dire également que le mot d'ordre de réforme agraire n'a pas seulement un contenu démagogique chez Mestiri; il exprime aussi le besoin qu'a la bourgeoisie attachée à l'alliance de type "traditionnel" avec l'impérialisme de disposer d'une base sociale à la campagne - la petite bourgeoisie rurale - par rapport à laquelle elle jouerait le rôle économique d'intermédiaire avec le marché capitaliste national et extérieur. Ainsi, cette bourgeoisie qui a finalement compris (plus exactement ses représentants les plus conscients l'ont compris) qu'elle ne pouvait continuer à se cantonner à l'agriculture, laisserait à la petite bourgeoisie issue d'une réforme agraire le soin de maintenir le calme dans les campagnes et de procéder à l'essentiel des efforts productifs, tandis qu'elle même pourrait se replier (en partie) vers les secteurs de commercialisation, d'approvisionnement, de transformation industrielle, le Crédit etc... C'est donc toute une politique bourgeoise de rechange que propose Mestiri, politique qui exigerait une intervention économique bien moindre de l'Etat, mais remettrait en question toute l'alliance actuelle avec l'impérialisme. (fin de la Note)

LEBUT DE LA GENERALISATION DES COOPERATIVES EN 1969

La décision de généraliser les coopératives rapidement et sur toutes les terres venant juste après les déclarations de Bourguiba assurant que les propriétaires qui géraient correctement leurs domaines seraient épargnés (note: discours de Bourguiba du 24 janvier 1969 à El Menzah), a provoqué une explosion d'enthousiasme chez les révisionnistes. Ceux qui voient dans le "capitalisme privé" le principal obstacle à la "voie non-capitaliste de développement" se sont empressés de saluer les "réformes avancées" à la tête du PSD et de proposer leur services pour aider à mobiliser les petits paysans et ouvriers agricoles pour assurer le succès de cette réforme.

Si cette attitude n'a rien d'inattendu, elle n'en demeure pas moins fort éloignée des pratiques du marxisme, pour qui une analyse objective et approfondie des classes doit précéder les conclusions, surtout si les conclusions amènent à soutenir un pouvoir d'Etat bourgeois !

Nous ne chercherons pas à approfondir les causes immédiates de cette décision ni à savoir pourquoi elle a été amorcée avec autant de précipitation et a reçu un consentement d'exécution aussi rapide: il est possible que le pouvoir cherchait quasi pour

planifier la sanglante répression des petits producteurs du Sahel, à montrer que les mesures économiques décidées concernaient toutes les classes. (note: Peut-être aussi peut-on trouver une explication dans le tableau suivant; qui montre l'accroissement énorme de l'épargne à faire pour l'année 1969, et donc la nécessité de mettre la main sur toutes les ressources existantes, in Budget économique 1969 :

en millions de dinars	1 1968	1969
Epargne nationale	<u>74,9</u>	<u>96,2</u>
Epargne des administrations	9,1	19,7 (*) (+ 116%)
Epargne des entreprises non financières	54,3	60,0 (*) (+ 19%)
Epargne des entreprises financières	4,0	4,0
Epargne des ménages	7,5	7,5
Apports extérieurs nets	<u>53,0</u>	<u>53,2</u>
Total	127,9	149,4

En laissant les capitalistes fonciers à eux-mêmes, l'Etat fort de ses expériences antérieures ne pouvait guère être assuré de parvenir aux chiffres marqués d'un *

De là importe car les raisons profondes de cette décision tiennent à quelques considérations, les mêmes qui ont inspiré la politique pendant les deux premiers plans qui prennent un caractère de plus en plus impérieux à mesure que le temps passe et que les échéances de l'aide impérialiste se rapprochent.

En premier lieu, le pouvoir cherche à mobiliser au maximum les capitaux existants, à les canaliser dans les investissements industriels "développants", c'est à dire développant le capitalisme.

Et dans ce domaine la bourgeoisie foncière a fait vraiment peu.

Le plan 69-72 constate que cette bourgeoisie ("le secteur privé semi-intensif" de l'agriculture) fait appel aux crédits bancaires dans une très faible mesure, ce qui montre bien qu'elle détient des capitaux qui ne réapparaissent pas dans d'autres secteurs.

De plus les investissements que cette bourgeoisie fait dans l'agriculture sont très limités et elle ne montre guère de zèle à adopter les assolements intensifs que lui proposent les technocrates du Plan (Note: voir les articles de E. Makhlouf dans les Revues du CERES "le nouveau dualisme de l'agriculture du Nord" n°11 et n°15 spécial sur le colosse de géographie maghrébine).

Il est difficile à mobiliser -alors que les objectifs du Plan sont des plus ambitieux - se contentant d'exploiter ses terres de façon moderne, certes, mais extensive, la bourgeoisie foncière apparaissait donc comme un obstacle à la réalisation des objectifs économiques du pouvoir.

De plus le problème de l'intensification de la production est considéré comme primordial aussi bien pour résorber le chômage rural que pour procurer des ressources -spécialement en devises- permettant de faire face aux obligations toujours croissantes à l'extérieur (note: Progression des charges de la dette extérieure (montant des remboursements annuels) 1967: 23,3 millions de dinars; 1968 25,9 millions de dinars; 1969 : 27,5 millions de D. ce chiffre représente un peu plus que la valeur des exportations de la Tunisie pendant trois mois)

Les tentatives de persuader les propriétaires fonciers ayant eu en la matière un succès incertain et parce que le domaine de l'Etat, voire de la formation des UCP était complètement utilisé, il devenait naturel de penser à intégrer les terres des capitalistes fonciers dans le système coopératif.

Les avantages de l'opération sont faciles à voir: possibilité de réaliser la généralisation totale du système de production capitaliste sur l'ensemble de l'agriculture (note: sur ce qui est des UCP du Nord, à la fin de 1968, leur constitution avait épuisé presque toute la surface des terres domaniales, alors qu'il restait près de 500.000ha de terres agricoles)

